



Conseil Régional de Picardie

Session du vendredi 7 février 2014

**Motion présentée par Christophe PORQUIER et Franck DELATTRE
pour le groupe Europe Ecologie – les Verts**

« Pour une région Picardie aux compétences renforcées. »

Le 16 janvier, le Président de la République a lancé un débat sur la taille des régions et leurs compétences. Il a interrogé certains départements en raison de l'émergence des métropoles et posé les jalons de contraintes et encouragements financiers pour les collectivités qui s'engageraient dans cette réforme.

Les questions qui sont posées sont bonnes : comment simplifier notre « mille-feuilles » territorial ? Comment réaliser des économies dans les dépenses publiques en réalisant des réformes structurelles et pas seulement un coup de rabot généralisé dans tous les budgets ? Comment rendre plus efficace l'action publique sur les territoires ?

Malheureusement, diminuer le nombre de départements et de régions conserve un empilement de niveaux en changeant uniquement leurs frontières et n'apporte aucune réelle réponse structurelle. La seule façon de réaliser des économies dans un tel schéma est de diminuer unilatéralement les dotations de l'Etat.

S'il faut poser les jalons d'une réforme, il faut d'abord se poser la question de la pertinence des niveaux de collectivité au regard de l'action menée. Ainsi :

- Soit la région est inutile et il faut les supprimer toutes.
- Soit la région est utile et la réponse ne tient pas dans le nombre de régions (22, 15, 7, 3 ?) mais dans les bonnes compétences pour un territoire cohérent.

Nous affirmons haut et fort que la région est l'espace territorial adapté pour traiter spécifiquement les questions de développement économique, d'emploi, de formation secondaire, supérieure et continue, de recherche, de développement durable, d'aménagement du territoire et de transports.

A contrario, une nouvelle répartition mériterait d'être étudiée au niveau territorial pour **démocratiser et renforcer les communautés de communes et d'agglomération**, qui pourraient se substituer aux Conseils généraux pour l'ensemble des affaires sociales, dans une plus grande proximité avec les usagers.

A l'heure du TGV, des universités, du numérique, des enjeux européens et mondiaux... **c'est la région qui est l'échelon stratégique** pour accompagner les PME et ETI ; proposer une offre de mobilité globale (train, autocars, voitures personnelles ou partagées, deux roues, transports urbains) ; proposer une offre de formation et des parcours pour tous, tout au long de la vie ; proposer des réponses globales sur les espaces naturels et l'environnement ; accompagner

l'effort de recherche et de développement notamment au travers des universités et des pôles de compétitivité.

Autant de politiques publiques qui sont aujourd'hui éclatées notamment entre l'Etat, les conseils régionaux et généraux. C'est la région qui est en mesure d'avoir une approche globale sur les espaces ruraux et urbains d'un même territoire. Et pour porter ces politiques dans l'intérêt des citoyens Picards, cela n'a aucun sens d'adosser la Picardie à l'agglomération Lilloise ou au Grand Paris, ce qui est une vision d'aménagement du territoire vue d'en haut, sans problématique de développement pour la Picardie.

Le Conseil régional de Picardie

- réaffirme sa volonté de porter un projet pour le territoire régional, et refuse tout éclatement supposé de la région Picardie
- se prononce pour un renforcement et une exclusivité des compétences régionales en matière de développement économique, d'emploi, de formation secondaire, supérieure et continue, de recherche, de développement durable, d'aménagement du territoire et de transports, et en conséquence pour un abandon de la compétence générale.

Christophe PORQUIER,
Conseiller régional EELV



Franck DELATTRE,
Président du groupe EELV

